

CODE BLUE for child care



Les familles avant les prisons et les avions de combat

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 31 mars 2011

OTTAWA-La promesse électorale du Parti libéral de réinstaurer un programme national de services de garde à l'enfance permettra au Canada d'offrir aux familles l'appui dont elles ont besoin au cours des premières années de vie de leurs enfants, estime Code bleu pour les services de garde à l'enfance.

La campagne Code bleu pour les services de garde à l'enfance a été mise sur pied en 2006 quand, peu après son élection, le gouvernement Harper a déchiré les ententes conclues avec les provinces, annulant le programme national de services de garde à l'enfance mis en place par le premier ministre Paul Martin. Depuis, les organismes en charge de la campagne n'ont pu que constater le manque croissant de services de garde abordables et de qualité offerts aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants. Les services réglementés de garde d'enfants ne visent que 20 % environ des enfants canadiens de 0 à 5 ans, alors que 70 % des mères sont sur le marché du travail.

« Le Canada a perdu cinq années précieuses, cinq années qui auraient pu être consacrées à la mise en place du programme de services éducatifs et de garde à l'enfance que nous voulons et qui existe déjà dans d'autres pays », déplore Shellie Bird, coordonnatrice de la campagne. « Nous sommes un pays riche, mais quand vient le temps de donner aux familles les options dont elles ont besoin pour elles et leurs enfants, nous nous classons bon dernier dans le monde ».

« Nous trouvons très encourageant que Michael Ignatieff, chef du Parti libéral, choisisse de propulser les services de garde à l'enfance au premier plan de la campagne électorale et qu'il promette d'instaurer un programme universel et de qualité de services de garde », déclare Debra Mayer, spécialiste des questions de garde d'enfants de Winnipeg. « La proposition reconnaît que les services de garde à l'enfance sont une première étape dans l'éducation des enfants et représentent un soutien inestimable pour les parents, surtout les mères au travail. »

Code bleu pour les services de garde à l'enfance préconise la mise en place d'un programme universel de services de garde à l'enfance de qualité, géré et financé par le secteur public. Code bleu exhorte les dirigeants politiques à s'engager à doter le pays d'un tel programme, d'ici 2020, en commençant par une injection immédiate de fonds.

« Non seulement il s'agit de la bonne chose à faire pour les enfants et les femmes, mais c'est aussi un choix judicieux pour les collectivités et l'ensemble du pays », affirme Sue Delanoy de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, organisme membre de la campagne Code bleu. « De bons services de garde profitent à tout le monde – enfants, familles et collectivités – parce qu'ils procurent des avantages économiques et sociaux, notamment dans les domaines de la santé, de l'apprentissage continu, de la formation et du soutien à l'emploi et de la cohésion sociale. Nous espérons que d'autres partis vont aussi s'engager à appuyer la mise sur pied d'un programme national de services de garde à l'enfance. »

Code bleu pour les services de garde à l'enfance regroupe des associations de services de garde, des groupes de femmes, des syndicats et des organismes de justice sociale de tout le pays.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Shellie Bird, coordonnatrice de la campagne Code bleu, au 613-233-0228

Sue Delanoy, Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, au 306-241-4952